

Plateforme biodiversité : quel contexte international ?

<https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/actualit%C3%A9s/plateforme-biodiversite-quel-contexte-international/7274>

Le 6 avril dernier a été organisée par l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (Iddri), l'Office français de la biodiversité (OFB) et Sciences Po, la 7^e réunion de la Plateforme Biodiversité qui a pour objectif d'informer le grand public sur les négociations internationales en cours devant mener à l'adoption d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité.

Cette conférence à Sciences Po est revenue plus particulièrement sur les négociations de Genève (14-29 mars 2022) liées à la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique, quelques jours après leur clôture. L'événement a réuni de nombreux experts : Véronique Andrieux, directrice générale de WWF France ; Pierre Dubreuil, directeur général de l'OFB ; Sandra Lavorel, directrice de recherche au sein du CNRS, Laboratoire d'écologie alpine, Université de Grenoble ; Paul Leadley, professeur d'écologie à l'université Paris-Saclay et auteur principal de l'évaluation mondiale de l'IPBES ; Sylvie Lemmet, ambassadrice de France déléguée à l'Environnement et Basile van Havre, co-président du groupe de négociation sur le cadre mondial pour la biodiversité post-2020. Sébastien Treyer, directeur de l'Iddri, en a quant à lui assuré la modération.

Comme rappelé en introduction par Mathias Vicherat, directeur de Sciences Po, “la biodiversité est évidemment un objet d'abord environnemental, mais c'est aussi un objet de sciences sociales, de politique internationale, un objet sociologique”. Il a souligné l'importance pour Sciences Po des questions de biodiversité, en adéquation avec l'ambition forte que l'école souhaite porter en matière de transition écologique et a également rappelé que ce sujet constitue un élément important de politique publique.

Que peut-on retenir des négociations qui se sont tenues à Genève ?

Selon les scientifiques, les causes indirectes de perte de biodiversité sont communes à toutes les crises environnementales et sociales et nécessitent donc une approche intégrée et des solutions intersectorielles, au-delà des acteurs de la biodiversité. Des transformations profondes de la société sont nécessaires et ne sont plus une option. Néanmoins, une tension subsiste entre les objectifs globaux nécessaires pour collectivement enrayer l'érosion de la biodiversité, les solutions par le haut (*top down*) et les objectifs et besoins locaux spécifiques aux contextes nationaux.

Après deux ans de restrictions liées à la pandémie et de réunions virtuelles, le besoin des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à s'exprimer lors des réunions de Genève a été sous-estimé, ce qui a ralenti le rythme des discussions. En revanche, les Parties se sont approprié le texte. Il est maintenant important de suivre la façon dont les Parties vont prendre à bras le corps l'ensemble du cadre. Elles ont montré qu'elles allaient continuer le travail en se donnant rendez-vous une nouvelle fois à Nairobi en juin pour une quatrième réunion du groupe de négociation. Malgré quelques points de discussion relativement consensuels, des divergences et des différences d'ambition et d'appréciation du texte subsistent, notamment la mobilisation des ressources et le financement. D'autres enjeux clés sont aussi à suivre de près, comme la redevabilité des acteurs par rapport à leurs engagements et la transparence de leurs actions.

Pour les mois à venir et afin de ne pas répéter l'échec des objectifs d'Aichi (2010-2020 ; aucun n'a été atteint), il sera important de réfléchir aux façons d'améliorer les mécanismes de mise en œuvre. Un accord ambitieux requiert plus de solidarité, un calendrier précis, notamment sur la planification et le rapportage, et la mobilisation de plus de moyens financiers. Par ailleurs, le rôle du secteur privé et des acteurs non étatiques (parmi lesquels les communautés autochtones) est très important. Comment

peuvent-ils enrichir le mandat des négociateurs au niveau national ? Pour transformer les secteurs contribuant à la perte de biodiversité, il manque une description d'une trajectoire collective et souhaitée pour atteindre la vision à 2050 de vivre en harmonie avec la nature, à laquelle le futur cadre mondial pour la biodiversité devra contribuer.

Article rédigé en collaboration avec l'Iddri.

En savoir plus :

- [Revoir la conférence dans son intégralité](#)
- ["Climate Action: Make it Work", l'initiative de Sciences Po pour le climat](#)
- [L'Iddri](#)
- [L'Office français de la biodiversité](#)